

Guy Bouthillier et Jean Meynaud

***Le choc des langues au Québec :
1760 - 1970***

Chronologie sommaire

- 1759 Le 13 septembre, défaite des armées de Montcalm sur les plaines d'Abraham.
- 1763 Le 10 février, signature du Traité de Paris. La France cède le Canada à l'Angleterre. Le 7 octobre, Proclamation royale. Murray décide l'établissement de la Common Law au Canada.
- 1774 Acte de Québec. Le droit civil français est rétabli.
- 1775 Le Canada est envahi par les troupes américaines.
- 1791 William Pitt fait voter l'Acte constitutionnel. Le Canada est divisé en deux provinces, chacune étant dotée de nouvelles institutions politiques. Le texte constitutionnel ne dit mot du statut des langues.
- 1792 Le 17 décembre, ouverture de la Chambre d'assemblée. Le lendemain, Jean-Antoine Panet est élu président de la Chambre. Discours de Pierre-Louis Panet, partisan de l'assimilation.
- 1793 En janvier, débats à la Chambre sur la question des langues.
- 1806 Le 22 novembre, fondation à Québec du journal le Canadien.
- 1806-1807 Voyage de John Lambert au Canada. Le français au Canada n'est plus ce qu'il était avant 1760, constate-t-il.
- 1812 Guerre entre les Etats-Unis et l'Angleterre.

- 1822 Projet d'union des deux Canadas. Le texte proposé proscrit l'usage législatif du français.
- 1825 Le juge Edward Bowen refuse au français le statut de langue judiciaire officielle. Augustin-Norbert Morin lui répond.
- 1829 Fondation de l'Université McGill.
- 1831 Voyage d'Alexis de Tocqueville au Canada.
- 1834 Ludger Duvernay fonde la Société Saint-Jean-Baptiste.
- 1839 Publication du rapport Durham.
- 1840 L'article 41 de l'Acte d'union voté à Westminster fait de l'anglais la seule langue officielle.
- 1841 L'abbé Thomas Maguire publie son Manuel des difficultés les plus communes de la langue française adapté au jeune âge, et suivi d'un recueil de locutions vicieuses.
- 1842 Le 13 septembre, Louis-Hippolyte LaFontaine réaffirme à la Chambre d'assemblée les droits du français comme langue parlementaire.
- 1848 Le 14 août, le Parlement britannique abroge l'article de l'Acte d'union qui proscrivait le français.
- 1852 Fondation de l'Université Laval de Québec.
- 1865 Arthur Buies publie une série d'articles dans le Pays de Montréal sur les « Barbarismes canadiens ».
- 1866 Discours de mgr Louis-François Laflèche lors des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste à Ottawa : « La plus lourde taxe que la conquête nous ait imposée, c'est la nécessité de parler la langue anglaise. »

- 1867 Entrée en vigueur de la constitution canadienne, dite Acte de l'Amérique du Nord britannique. L'article 133 donne au français le statut de langue officielle aux Parlements d'Ottawa et de Québec et devant les tribunaux fédéraux et québécois.
- 1870 Le Manitoba devient la cinquième province du Canada. Son statut linguistique est semblable à celui du Québec.
Guerre franco-prussienne. Conférence d'Oscar Dunn : « Pourquoi nous sommes français. »
- 1871 Début de l'affaire des écoles du Nouveau-Brunswick.
- 1879 Causerie de Jules-Paul Tardivel à Québec le 17 décembre sur le thème « L'anglicisme, voilà l'ennemi ! »
- 1880 Oscar Dunn publie son Glossaire franco-canadien et vocabulaire de locutions vicieuses usitées au Canada.
- 1885 Le 16 novembre, pendaison de Louis Riel. Cette exécution provoque de violentes réactions au Québec.
- 1890 En janvier, Dalton McCarthy dépose aux Communes une proposition de loi demandant l'abrogation du français dans les Territoires du Nord-Ouest.
Au printemps, le gouvernement Greenway du Manitoba fait adopter les lois antifrançaises (abrogation de l'article 23 du Manitoba Act). Début de la question des écoles du Manitoba qui se poursuivra jusqu'en 1897.
Le 26 avril, William Chapman publie une première version de son poème Notre langue.
- 1896 Wilfrid Laurier devient premier ministre du Canada. Henri Bourassa entre pour la première fois à la Chambre des communes.
- 1897 Le compromis Laurier-Greenway met officiellement fin à l'affaire des écoles du Manitoba.

Visite de mgr Merry del Val au Canada dans le but de faire enquête sur les relations entre catholiques anglais et français.

William Drummond publie son recueil de poèmes *The Habitant and other French Canadian poems*.

1902 Le 18 février, fondation à Québec, sous le patronage de l'Université Laval, de la Société du parler français au Canada. En septembre, la Société publie le premier numéro de son *Bulletin du parler français au Canada* qui sera remplacé, en 1918, par le *Canada français*.

1903 Olivar Asselin fonde à Montréal la Ligue nationaliste.

1904 Le 6 mars, Olivar Asselin lance le journal *le Nationaliste*, organe de la Ligue nationaliste. Jules Fournier collabore au journal avant de remplacer Asselin à la direction.

En février, Armand Lavergne est élu député fédéral de Montmagny, lors d'une élection partielle. Il est réélu aux élections générales de novembre.

1905 Débat à la Chambre des communes sur le statut linguistique de l'Alberta et de la Saskatchewan qui entrent la même année dans la confédération canadienne.

1907 Fondation de l'École des hautes études commerciales.

1908 Armand Lavergne et Henri Bourassa font leur entrée à l'Assemblée législative du Québec.

1910 Le 10 janvier, Henri Bourassa fonde *le Devoir*.

En juillet, le Parlement du Québec adopte une loi rendant le bilinguisme obligatoire dans les entreprises de services publics (*Loi Lavergne*).

En septembre, congrès eucharistique de Montréal. A l'Église Notre-Dame, Henri Bourassa répond à mgr Bourne qui s'était déclaré partisan de l'anglicisation de l'Église canadienne.

- 1911 Jules Fournier fonde l'Action, hebdomadaire de Montréal qui paraîtra pendant cinq ans.
- 1912 Le gouvernement de l'Ontario adopte le règlement XVII restreignant l'usage du français dans les écoles bilingues.
Du 24 au 30 juin, la Société du parler français au Canada convoque le premier Congrès de la langue française. Le Congrès est présidé par Mgr Paul-Eugène Roy et placé sous le patronage de l'Université Laval. Le 29 juin, les congressistes créent le Comité permanent du Congrès de la langue française au Canada. Le Comité disparaîtra en 1922.
- 1913 Le 11 mars, le Père Joseph Papin-Archambault (Pierre Homier) fonde avec quelques amis la Ligue des droits du français. La Ligue doit oeuvrer à la diffusion du français, particulièrement dans le commerce et l'industrie. En 1921, la Ligue prendra officiellement le nom de Ligue d'action française.
- 1915 Le règlement XVII devient loi. Le 19 mai, discours de Henri Bourassa sur la question scolaire ontarienne.
- 1916 Le 21 janvier, Olivar Asselin prononce un discours au Monument national dans lequel il donne les raisons de son engagement militaire. Le discours est publié sous le titre Pourquoi je m'enrôle.
- 1917 Jules Fournier écrit en janvier la première de deux lettres sur «la langue française au Canada » en réponse à un livre de Louvigny de Montigny paru l'année précédente.
En janvier, la Ligue des droits du français lance son organe L'Action française et en confie la direction à Omer Héroux. En mars, l'abbé Lionel Groulx se joint à la Ligue. Il deviendra directeur de la revue à la fin de 1920.
- 1918 Le 20 novembre, Henri Bourassa prononce un discours sur « la langue, gardienne de la foi ».

LE CHOC DES LANGUES AU QUÉBEC, 1760-1970

- 1919 Le 18 décembre, Léon Lorrain prononce une conférence sur « la Valeur économique du français ».
- 1920 L'abbé Lionel Groulx prend la direction de L'Action française qu'il conservera jusqu'en 1926.
- 1923 En avril Jules Masse fonde à Montréal la Société du bon parler français.
- 1927 En Ontario, abrogation du règlement XVII.
A l'occasion du soixantième anniversaire de la Confédération, le gouvernement fédéral décide l'émission de timbres-poste bilingues.
- 1930 La Société du parler français publie son Glossaire du parler français au Canada.
- 1933 En janvier, paraît le premier numéro de l'Action nationale, organe de la Ligue d'action nationale qui vient d'être fondée.
- 1934 En mars, Olivar Asselin lance un nouveau quotidien, l'Ordre, qu'il met au service de la culture française et de la renaissance nationale. Le journal disparaîtra en mai 1935.
- 1936 Le Parlement fédéral vote la monnaie bilingue. La Revue dominicaine mène une enquête sur l'américanisation du Canada français.
- 1937 En avril, le gouvernement Duplessis fait voter une loi donnant la priorité à la version française dans l'interprétation des textes législatifs et réglementaires. Cette loi sera abrogée en avril 1938.
Du 27 juin au 1er juillet, la Société du parler français convoque le deuxième Congrès de la langue française au Canada. Les congressistes réclament la fondation d'un office de la langue française et fondent le Comité permanent de la survivance française.

En 1939, le Comité lancera son bulletin trimestriel, Pour survivre et, en 1946, sa revue Vie française.

- 1944 Victor Barbeau fonde à Montréal l'Académie canadienne-française.
- 1947 Lancement de la Revue d'histoire de l'Amérique française, revue trimestrielle publiée par l'institut d'histoire de l'Amérique française fondé en 1946 par l'abbé Lionel Groulx.
- 1948 Fondation de l'Association canadienne des éducateurs de langue française (A. C. E. L. F.).
- 1951 En juin, publication du rapport de la commission Massey sur les Arts, les lettres et les sciences au Canada.
- 1952 Du 18 au 26 juin, troisième Congrès de la langue française au Canada.
- 1953 En mars et en mai, débat aux Communes sur les chèque bilingues.
- 1955 Le Comité de la survivance française prend le nom de Conseil de la vie française en Amérique.
L'affaire du Château Maisonneuve.
- 1956 Au printemps, publication du rapport de la commission Tremblay sur les problèmes constitutionnels.
Du 21 au 23 juin, Congrès de la re francisation animé, par Paul Gouin.
- 1959 En janvier, lancement de la revue Liberté, animée par un groupe d'écrivains. En septembre, mort de Maurice Duplessis.

- 1960 Après seize années de gouvernement de l'Union nationale, le parti libéral, dirigé par Jean Lesage, accède au pouvoir à Québec à la suite des élections du 22 juin.
- Fin août, publication des Insolences du Frère Untel.
- Le 10 septembre, fondation du Rassemblement pour l'indépendance nationale.
- 1961 Le 28 février, adoption de la loi créant une commission royale d'enquête sur l'enseignement, dite Commission Parent.
- Le 24 mars, sanction de la loi créant le ministère des Affaires culturelles, l'Office de la langue française et le Département du Canada français d'outre-frontières.
- Le 18 septembre, Marcel Chaput lance son livre intitulé Pourquoi je suis séparatiste ?
- Le 4 octobre, ouverture officielle de la Délégation générale du Québec à Paris.
- 1962 Le 20 janvier, André Laurendeau lance dans le Devoir l'idée d'une vaste enquête gouvernementale sur le bilinguisme.
- Le 26 janvier, le gouvernement décide de franciser certains termes de la toponymie du Québec.
- Le 6 février, le gouvernement Diefenbaker consent à faire imprimer dans les deux langues tous les chèques émis par les services fédéraux.
- En mai, publication de Comment on abrutit nos enfants, essai de Solange et Michel Chalvin sur les manuels scolaires.
- En octobre, publication du Scandale des écoles séparées en Ontario de Joseph Costisella.
- Aux élections québécoises du 14 novembre, les électeurs maintiennent les libéraux au pouvoir et approuvent le principe de la nationalisation des entreprises hydro-électriques.

Le 8 décembre, manifestation dans les rues de Montréal contre Donald Gordon qui avait dit des choses peu amènes sur le compte des Canadiens français. Le 17 décembre, Marcel Chaput fonde le Parti républicain du Québec. Augustin Turenne publie un Petit dictionnaire du «joual » au français.

- 1963 En mars, premières bombes du Front de libération du Québec.
- Le 8 avril, élections canadiennes. Le parti libéral de Lester Pearson arrive au pouvoir et forme un gouvernement minoritaire.
- Le 23 avril, publication de la première tranche du rapport Parent.
- Le 1er mai, nationalisation des compagnies d'électricité.
- Le 31 mai, Jean-Marc Léger abandonne ses fonctions de directeur de l'Office de la langue française. Il sera remplacé par Maurice Beaulieu.
- Le 19 juillet, misé sur pied par le gouvernement fédéral de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.
- En octobre, fondation de la revue Parti pris.
- 1964 Le 19 mars, sanction de la loi créant le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur de l'éducation.
- La revue Liberté consacre son numéro de mars à la question linguistique. Fernand Ouellette y publie un important article qu'il intitule la Lutte des langues et la dualité du langage.
- Au printemps, publication à Paris de Parlez-vous français ? d'Étiemble.
- En novembre, publication du Cassé de Jacques Renaud.
- Le 14 décembre, après trente-trois jours de débats, la Chambre des communes d'Ottawa adopte un drapeau pour le Canada.

- 1965 En janvier-février, le ministère des Affaires culturelles du Québec publie sa Norme du français écrit et parlé au Québec.
- En février, publication du rapport préliminaire de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Les auteurs du rapport affirment que le Canada traverse la période la plus critique de son histoire.
- En février, le gouvernement du Québec signe à Paris sa première entente internationale. Celle-ci porte sur la coopération franco-québécoise dans le domaine de l'éducation.
- En octobre, Raymond Barbeau publie *Le Québec bientôt unilingue ?*
- En novembre 1965, Pierre Laporte met au point le Livre blanc sur les affaires culturelles.
- 1966 Au printemps, la Commission Parent publie la dernière tranche de son rapport.
- Le 5 juin, élections générales au Québec. Daniel Johnson devient premier ministre.
- 1967 En avril, sanction de la loi créant le ministère des Affaires intergouvernementales.
- Fin avril, ouverture officielle de l'Exposition universelle de Montréal.
- Le 23 mai, mort du chanoine Lionel Groulx.
- Du 23 au 26 juillet, le général de Gaulle visite le Québec. Le 24 au soir, il prononce une allocution, depuis le balcon de l'hôtel de ville de Montréal, qu'il termine au cri de : « Vive le Québec libre ! »
- Du 6 au 12 septembre, à Québec, seconde Biennale de la langue française. En octobre, René Lévesque quitte le parti libéral et fonde le mouvement Souveraineté-Association.

Du 22 au 25 novembre, premières assises nationales des Etats généraux du Canada français.

- 1968 En février, conférence annuelle des ministres des pays francophones à Libreville (Gabon). Le Québec y est représenté, mais non le Canada qui n'a pas reçu d'invitation.
- 1er avril à Saint-Léonard, naissance du Mouvement pour l'intégration scolaire.
- Le 25 juin, élections générales au Canada. Le Parti libéral de Pierre Elliott Trudeau forme un gouvernement majoritaire.
- Le 27 juin, la Commission scolaire de Saint-Léonard adopte une résolution faisant du français la seule langue d'enseignement dans les écoles primaires de cette municipalité de banlieue.
- Le 26 septembre, mort de Daniel Johnson.
- En octobre, fondation du Parti québécois.
- Le 5 novembre, sanction de la loi créant un ministère de l'Immigration.
- Le 5 décembre, manifestation devant le parlement du Québec contre le projet de loi no 85 concernant le choix de la langue d'enseignement.
- Le 9 décembre, création d'une commission d'enquête sur la situation du français et des droits linguistiques au Québec, dite Commission Gendron.
- 1969 En février, conférence internationale de la francophonie à Niamey (Niger).
- Le 28 mars, à Montréal, des manifestations réclament la francisation de l'Université McGill.

Le 9 juillet, sanction de la loi concernant le statut des langues officielles du Canada. Cette loi crée le poste de commissaire des langues officielles qui sera confié à Keith Spicer.

En septembre, violentes manifestations à Saint-Léonard. Celle du 10 se termine par la proclamation de la loi de l'émeute et la mise en accusation des principaux animateurs de la manifestation.

Le 20 novembre, l'Assemblée nationale adopte le projet de loi no 63 qui garantit le choix de la langue d'enseignement.

1970 Le 29 avril, le Parti libéral de Robert Bourassa remporte les élections générales et forme le nouveau gouvernement.

Le 29 juin, le premier ministre Robert Bourassa discute avec une cinquantaine de chefs d'entreprise des moyens à prendre pour faire du français la langue de travail.

En octobre, des militants du Front de libération du Québec enlèvent successivement James Richard Cross, diplomate britannique en poste et Pierre Laporte, ministre du gouvernement Bourassa. Le Gouvernement réagit en proclamant la loi des mesures de guerre et en faisant intervenir au Québec.

Le 19 décembre, sanction d'une loi québécoise facilitant l'exercice de certaines professions par des immigrants non naturalisés mais disposant d'une connaissance d'usage de la langue française.

1971 Le 13 janvier, adoption par le gouvernement du Québec du règlement no 6 qui tend à assurer une connaissance d'usage du français aux élèves des cours primaire et secondaire à qui l'enseignement est donné en langue anglaise.

Source : Guy Bouthillier et Jean Meynaud, *Le choc des langues au Québec : 1760-1970*, Les Presses de l'Université du Québec, 1972.
(<http://www.vigile.net/998/bouthillierchrono.html>)